

*L'Adresse—M. Oberle*

prenons le temps d'en arriver à un consensus, de recenser et de rassembler nos vastes énergies.

Mon prédécesseur et moi-même nous nous sommes retroussés la manche et avons rencontré des Canadiens de toutes les régions du pays. Nous avons organisé diverses réunions de ministres fédéraux et provinciaux où nous avons traité des sciences et de la technologie depuis notre accession au pouvoir il y a deux ans. Plus tôt cette année, je tenais un peu partout au Canada une série de tables rondes auxquelles participaient des dirigeants industriels et syndicaux et des scientifiques. En juin dernier, à Winnipeg, mon homologue provincial et moi-même invitions des centaines de dirigeants ouvriers, industriels universitaires et autres intéressés à un colloque national sur les sciences et la technologie. Nous avons demandé au Conseil des sciences du Canada de présider ce colloque. Nos échanges nous ont rapprochés de notre objectif qui est d'établir un consensus national à propos de politiques scientifiques.

Les participants comprennent maintenant que le premier ministre (M. Mulroney) et le gouvernement les ont entendus, car ils constatent qu'on a tenu compte de leurs recommandations dans le discours du trône. Ils les retrouveront dans les projets que nous exposerons dans les mois à venir. Le consensus auquel ils en sont arrivés s'y trouve exprimé avec force; il est urgent que tous les secteurs canadiens coordonnent leurs initiatives, que le gouvernement fédéral en arrive à exercer un leadership décisif et unisse tous les secteurs de notre société afin de mettre en valeur tout le potentiel du Canada.

Les gouvernements fédéral et provinciaux doivent travailler ensemble à mettre au point une politique nationale coordonnée. Les sciences et la technologie doivent passer au centre des préoccupations décisionnelles du gouvernement.

Le consensus qui a émergé a également identifié quatre problèmes critiques auxquels il faut s'attaquer immédiatement. Il faut tout d'abord créer au Canada une culture qui apprécie les scientifiques et les innovateurs chez nous, qui inculque la fierté à leur égard et leur rende hommage; qui diffuse une conscience profonde de l'importance que revêt pour le Canada d'aujourd'hui et des décennies à venir l'application intelligente des sciences et de la technologie; qui utilise les talents des Canadiennes dans les carrières scientifiques de sorte que les écolières canadiennes sachent qu'elles peuvent elles aussi réussir dans des carrières techniques et que leur pays a besoin d'elles dans une ère technologique.

On s'accorde à dire qu'il faut collaborer pour développer et mobiliser la plus grande ressource naturelle du Canada, c'est-à-dire les capacités intellectuelles de nos concitoyens et spécialement de nos scientifiques et de nos ingénieurs. Nous devons accroître les moyens dont disposent nos universités pour répondre aux nouveaux besoins de recherche fondamentale et de formation des chercheurs, d'exploration de nouvelles disciplines et de développement de nouvelles compétences.

Selon un consensus national, il est urgent de mettre au point et d'utiliser de nouvelles techniques stratégiques ou «habilitantes», comme on les appelle maintenant, qui étaient nos compétences industrielles. Le Canada, comme tous les autres pays industrialisés, vit à l'heure actuelle une transition importante entre les techniques qui nous ont si bien servis jusqu'à maintenant, les techniques qui ont été mises en place après la Seconde Guerre mondiale, et un tout nouvel éventail de techniques qui

vont présider à la croissance et à la création des richesses de l'avenir, tels que la microélectronique, le traitement raffiné de l'information, les matériaux industriels de pointe et la biotechnologie, pour n'en citer que quelques-uns. Ces techniques constituent le fondement, sinon le moteur de la révolution technologique. C'est notre compétence dans ces techniques qui va décider de notre avenir économique.

Enfin, on s'est entendu pour dire que les gouvernements doivent se servir de tous les moyens dont ils disposent pour stimuler la recherche et accélérer le développement. Il nous faut revoir notre réglementation, notre législation fiscale et les stimulants qu'elle prévoit, nos lois sur les brevets et nos autres documents semblables afin de nous assurer qu'ils encouragent l'innovation et l'activité scientifique et technique dans tous ses aspects. Avant de prendre toute décision importante, il faut dialoguer, procéder à des consultations et en arriver à un consensus. Mais en définitive, il faut prendre une décision.

• (1520)

Nous n'avons pas hésité à agir rapidement et de façon décisive dans des domaines de compétence fédérale. Je voudrais énumérer ici certaines de nos réalisations. Nous avons conclu un certain nombre d'accords scientifiques avec les gouvernements provinciaux afin de stimuler la compétitivité industrielle et de recourir à la technologie pour réduire les disparités régionales. Nous avons établi une nouvelle politique de financement en vertu de laquelle les conseils qui octroient des subventions vont recevoir des ressources de façon prévisible et régulière. Nous allons aussi offrir par le truchement de ces conseils des fonds additionnels visant à créer des liens entre les universités et le secteur privé et cela, au moyen de subventions paritaires; un milliard de dollars de fonds nouveaux seront ainsi investis dans la recherche et le développement sur une période de cinq ans.

Je le dis en toute confiance, car ce programme et les stimulants fiscaux qui y sont associés semblent déjà devoir susciter une réaction enthousiaste. J'ai confiance que le but sera atteint et même dépassé, et que nous allons réussir pleinement à former du personnel hautement qualifié tout en concentrant nos recherches dans les domaines qui présentent le plus grand défi et qui offrent les meilleures perspectives d'avenir pour le Canada.

En mai dernier, un nouveau programme spatial complet a été annoncé. On est sur le point d'achever une révision approfondie de tout le domaine fédéral de la science et de la technologie de sorte que toutes les ressources fédérales consacrées à la recherche scientifique soient appliquées de façon cohérente à de nouvelles priorités nationales. C'est la première fois que l'on procède à un tel inventaire. Je compte sur le comité permanent de la recherche, de la science et de la technologie, qui a été établi au cours de la dernière session parlementaire, pour jouer un rôle important en procédant à l'évaluation des résultats de cette enquête et en examinant comment le gouvernement fédéral peut dépenser plus intelligemment et plus efficacement les 4,2 milliards de dollars qu'il consacre à l'heure actuelle à la science et à la technologie ainsi qu'aux activités connexes.

Nous avons annoncé dernièrement qu'une aide financière serait accordée aux activités novatrices de l'Institut canadien